

**Point de presse de la porte-parole -
Conférence internationale "Sociétés
civiles, médias et pouvoirs publics :
les démocraties face aux
manipulations de l'information" -
Pays-Bas/Entretien de Mme Loiseau
avec la vice-Première ministre,
ministre des affaires intérieures et
des relations - Slovénie/Entretien de
Mme Loiseau avec le secrétaire
d'Etat aux affaires européennes -
Libéria/Conclusion de la MINUL -
Afrique du Sud/ Décès de Winnie
Madikizela Mandela - Format
Normandie - Egypte - Syrie - Armes
chimiques
(Paris, 03 avril 2018)**

1 - Liberté de la presse - Conférence internationale "Sociétés civiles, médias et pouvoirs publics : les démocraties face aux manipulations de l'information" (Paris, 4 avril 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, conclura le 4 avril la conférence internationale "Sociétés civiles, médias et pouvoirs publics : les démocraties face aux manipulations de l'information", organisée par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères au centre de conférence ministériel. La conférence sera ouverte par Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture.

Comme en témoignent de nombreuses affaires de manipulation de l'opinion publique, notamment à l'approche des échéances électorales, des Etats intègrent ouvertement à leur doctrine l'utilisation de moyens d'information à des fins de déstabilisation de leurs adversaires. Des groupes non-étatiques peuvent également participer à ce type d'actions, comme vient de le démontrer le cas de Cambridge Analytica.

Comme l'a indiqué Jean-Yves Le Drian dans son discours de présentation de la stratégie numérique internationale de la France le 15 décembre dernier, les campagnes de désinformation reposent sur l'utilisation massive de l'espace numérique et constituent une menace pour la démocratie et une atteinte à la souveraineté des Etats visés. La diffusion d'informations fiables, vérifiées et solides, dans le respect du pluralisme des opinions, est un enjeu pour la démocratie. Seule une vigilance collective à la fois des médias et des acteurs de la société civile permettra de préserver ce qui fait l'essence de notre vie démocratique : la capacité des citoyens à se forger une opinion de manière autonome.

Ceux qui se livrent à des manoeuvres de manipulation tentent de retourner contre nos démocraties les principes même qui les fondent - l'ouverture, la liberté d'information et de communication - pour en faire des instruments d'ingérence et de déstabilisation.

La conférence a pour objectif de mobiliser l'ensemble des acteurs concernés, français et étrangers, autour d'un agenda de solutions concrètes, démocratiques et collaboratives pour faire face aux manipulations de l'information. Des experts et des personnalités engagées d'horizons variés sont invités à débattre de la résilience des sociétés démocratiques et des médias face à ce défi, ainsi que du rôle particulier des pouvoirs publics face à la désinformation. La conférence sera précédée d'ateliers fermés permettant aux spécialistes de la société civile (chercheurs, entreprises notamment) de débattre avec des représentants des administrations, des nouveaux modes d'action employés par les auteurs de ces ingérences.

La conférence s'inscrit dans le cadre de l'élaboration des mesures visant à protéger la vie démocratique et à responsabiliser les plateformes numériques, conformément aux souhaits du président de la République, exprimés à l'occasion des voeux à la presse du 3 janvier 2018.

2 - Pays-Bas - Entretien de Mme Nathalie Loiseau avec Mme Kajsa Ollongren, vice-Première ministre, ministre des affaires intérieures et des relations au sein du Royaume des Pays-Bas (Paris, 3 avril 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, reçoit aujourd'hui la vice-Première ministre et ministre des affaires intérieures et des relations au sein du Royaume des Pays-Bas, Mme Kajsa Ollongren.

Les ministres évoqueront l'avenir de l'Union européenne et en particulier les consultations citoyennes sur l'Europe et l'Etat de droit. Mme Loiseau rappellera l'importance que nous attachons à un dialogue étroit avec les Pays-Bas sur les sujets européens, qui sera notamment matérialisé par une prochaine réunion, à Paris, du séminaire franco-néerlandais sur les questions européennes.

Mmes Loiseau et Ollongren aborderont également la problématique des manipulations de l'information. Elles échangeront sur notre coopération dans le cadre de la reconstruction de l'île de Saint-Martin à la suite du passage de l'ouragan Irma, et au-delà sur la place des Pays et Territoires d'Outre-Mer dans le cadre des négociations " post-Cotonou " concernant l'avenir de l'accord de partenariat entre l'UE et les Etats ACP (Afrique Caraïbes Pacifique).

3 - Slovénie - Entretien de Mme Nathalie Loiseau avec M. Iztok Mirosic, secrétaire d'Etat aux affaires européennes (Paris, 3 avril 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, reçoit aujourd'hui M. Iztok Mirosic, secrétaire d'Etat aux affaires européennes auprès du ministre slovène des affaires étrangères et européennes.

Mme Loiseau et M. Mirosic évoqueront les travaux sur l'avenir de l'Union européenne et les principaux enjeux communs, parmi lesquels la négociation du prochain cadre financier pluriannuel et les défis en matière de migrations. Ils échangeront également sur les consultations citoyennes sur l'Europe à quelques jours de leur lancement. Ils aborderont ensemble les enjeux liés aux pays d'Europe du Sud-Est et à leur rapprochement avec l'Union européenne.

L'entretien sera également l'occasion de faire le point, après le déplacement de Mme Loiseau en Slovénie en septembre 2017, sur le développement de nos relations bilatérales qui sont d'une excellente qualité.

Au niveau économique, la France est le sixième fournisseur et le cinquième client de la Slovénie : nos exportations ont progressé de plus de 20 % par rapport au 1^{er} semestre 2016 et nos importations de plus de 9,5 %.

4 - Libéria - Conclusion de la mission des Nations unies (30 mars 2018)

La France salue la conclusion de la mission des Nations unies au Libéria (MINUL), dont le mandat s'est achevé le 30 mars 2018.

Celle-ci témoigne que le mandat qui lui était confié a été rempli. C'est un motif de fierté et de satisfaction pour les Nations unies dans leur ensemble.

Etablie en 2003 par la résolution 1509 du Conseil de sécurité afin d'assurer le respect du cessez-le-feu, la MINUL a apporté une contribution décisive à la stabilisation du Libéria.

À ce titre, elle est un exemple réussi des opérations de maintien de la paix des Nations unies, auxquelles la France apporte son soutien.

La France salue la mémoire des deux cents casques bleus qui ont perdu la vie au Libéria.

5 - Afrique du Sud - Décès de Winnie Madikizela Mandela (2 avril 2018)

Nous avons appris le décès de Winnie Madikizela Mandela, survenu le 2 avril à Johannesburg. La France adresse ses sincères condoléances à la famille et aux proches de cette personnalité marquante de l'histoire de l'Afrique du Sud.

Au moment où l'Afrique du Sud célèbre cette année le centenaire de la naissance de Nelson Mandela, la France salue la mémoire de celle qui a incarné, à ses côtés et avec détermination, la lutte pour l'égalité des droits civiques et contre le régime de l'apartheid.

Vice-ministre des arts, de la culture, de la science et de la technologie après les premières élections démocratiques de 1994, Winnie Madikizela Mandela a occupé, à plusieurs reprises, les fonctions de député du Congrès national Africain (ANC) au Parlement de la République d'Afrique du Sud.

6 - Format Normandie

Q - Est-ce que vous pouvez confirmer que la rencontre en format quasi-Normandie (tous les participants sauf la Russie - la France, l'Allemagne et l'Ukraine) est prévue au mois de mai à Aix-la-Chapelle ?

R - Nous vous tiendrons informés le moment venu des prochaines échéances en "format Normandie".

7 - Egypte

Q - Quelle est votre réaction suite au vote égyptien qui a donné à Abdel Fattah al Sissi 97% des voix ?

R - La France présente ses vœux de plein succès au président Sissi pour son deuxième mandat à la tête de l'Egypte. Elle souhaite que sa réélection lui permette de satisfaire les aspirations légitimes du peuple égyptien à la sécurité, à la prospérité et à la pleine expression des libertés dans le cadre constitutionnel.

La France se tient résolument aux côtés de l'Egypte pour faire face au défi commun du terrorisme, pour oeuvrer à la solution des crises régionales et développer la coopération aux Nations unies, en Afrique et en Méditerranée. Elle continuera d'accompagner les autorités égyptiennes dans les réformes économiques courageuses qu'elles ont entreprises et poursuivra le dialogue qu'elle a engagé avec elles sur les droits de l'Homme et les libertés fondamentales.

Face au terrorisme et au radicalisme religieux, le pluralisme et le dynamisme de la société civile sont une force sur laquelle les autorités égyptiennes doivent pouvoir s'appuyer.

8 - Syrie

Q - En tant que membre de la coalition anti-Daech, est-ce que la France est au courant d'un éventuel départ imminent des forces américaines de la Syrie comme le président Trump l'a suggéré ?

R - Malgré les victoires de la coalition et de ses alliés ces derniers mois, Daech reste actif en Syrie et en Irak. La suppression de cette menace demeure l'objectif partagé de la France et des

Etats-Unis dans le cadre de la coalition internationale contre Daech.

La poursuite de l'action de la coalition en soutien de ses partenaires locaux est cruciale pour atteindre cet objectif.

La réunion ministérielle de Koweït de février dernier a été l'occasion de rappeler notre détermination à combattre militairement l'organisation terroriste jusqu'à sa défaite complète et à assurer la stabilisation des territoires libérés en Irak et en Syrie.

9 - Armes chimiques

Q - Le 31 mars la Russie a officiellement transmis à France une liste de questions concernant l'affaire Skripal demandant des précisions sur la participation française dans l'investigation de cette affaire au Royaume-Uni. Quelles réponses la France compte-t-elle apporter à cette lettre de la part de la diplomatie russe ?

R - Seule l'OIAC a été saisie d'une assistance au titre de l'article VIII de la convention sur l'interdiction des armes chimiques afin de vérifier les résultats de l'enquête menée par le Royaume-Uni.

Nous demandons instamment à la Fédération de Russie de répondre aux questions qui lui ont été adressées par le Royaume-Uni le 12 mars 2018 et qui sont restées sans réponse depuis cette date malgré la gravité de l'affaire Skripal.

Le Royaume-Uni a étroitement informé la France de son enquête technique. La France partage le constat du Royaume-Uni qu'il n'y a pas d'autre explication plausible qu'une responsabilité de la Russie et exprime de nouveau sa solidarité à l'égard de son allié./.